

COMMUNIQUÉ CONJOINT SUR LE DÉPLOIEMENT DU GROUPE WAGNER AU MALI

23 décembre 2021

Nous, partenaires internationaux résolus à soutenir le Mali et son peuple dans leurs efforts pour parvenir à une paix et une stabilité durables et à lutter contre le terrorisme, condamnons fermement le déploiement de mercenaires sur le territoire malien. Ce déploiement ne peut qu'accentuer la dégradation de la situation sécuritaire en Afrique occidentale, mener à une aggravation de la situation des droits de l'homme au Mali, menacer l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger et entraver les efforts de la communauté internationale pour assurer la protection des civils et apporter un soutien aux forces armées maliennes.

Nous regrettons profondément la décision des autorités de transition maliennes d'utiliser des fonds publics déjà limités pour rétribuer des mercenaires étrangers au lieu de soutenir les forces armées maliennes et les services publics au bénéfice du peuple malien.

Nous avons connaissance de l'implication du gouvernement de la Fédération de Russie dans la fourniture d'un soutien matériel au déploiement du groupe Wagner au Mali et appelons la Russie à adopter à se comporter de manière responsable et constructive dans la région.

Nous rappelons les décisions de la CEDEAO ainsi que ses préoccupations quant au risque d'instabilité dans la région si des sociétés de sécurité privées devaient se déployer au Mali (sixième session ordinaire à Abuja, 12 décembre 2021). Nous rappelons également l'adoption par l'Union européenne d'un ensemble de mesures restrictives à l'encontre du groupe Wagner lui-même et de huit personnes et trois entités qui lui sont liées (Conseil Affaires étrangères du 13 décembre 2021) impliqués dans de graves violations des droits de l'homme, notamment la torture et des exécutions et des assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ou dans des activités de déstabilisation dans certains pays où ils opèrent.

Nous ne renoncerons pas à nos efforts pour répondre aux besoins de la population malienne. Conformément aux objectifs de la Coalition internationale pour le Sahel, nous réaffirmons notre détermination à poursuivre notre action en vue de protéger les civils, de soutenir la lutte contre le terrorisme au Sahel et de contribuer à instaurer la stabilité à long terme en appuyant le développement durable, le respect des droits de l'homme et le déploiement des services publics. Nous continuerons à suivre de près et évaluer la situation.

Nous invitons instamment les autorités maliennes de transition à entreprendre des réformes et à rétablir l'ordre constitutionnel en préparant et en organisant les élections dans les meilleurs délais comme elles s'y sont engagées devant le peuple malien, la CEDEAO et la communauté internationale. Nous appuyons sans réserve les récentes décisions de la CEDEAO à cet égard.

Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Estonie, France, Italie, Lituanie, Norvège, Pays Bas, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Suède

STATEMENT ON THE DEPLOYMENT OF THE WAGNER GROUP IN MALI

December 23, 2021

We, the international partners committed to supporting Mali and its people in their efforts to achieve sustainable peace and stability and combat terrorism, firmly condemn the deployment of mercenary troops on Malian territory. This deployment can only further deteriorate the security situation in West Africa, lead to an aggravation of the Human Rights situation in Mali, threaten the Agreement for peace and reconciliation in Mali resulting from the Algiers process, and hamper the efforts of the international community to ensure the protection of civilians and to provide support to the Malian armed forces.

We deeply regret the choice of the Malian transitional authorities to use already scarce public funds to pay foreign mercenaries instead of supporting the Malian Armed Forces and public services to the benefit of the Malian people.

We are aware of the involvement of the Russian Federation government in providing material support to the deployment of the Wagner group in Mali and call on Russia to revert to a responsible and constructive behavior in the region.

We recall ECOWAS decisions and their concern about the risk of instability for the region should private security companies deploy in Mali, (sixtieth ordinary session in Abuja, 12 December 2021). We also recall the adoption by the European Union of a set of restrictive measures against the Wagner group itself, and against eight associated individuals and three entities connected to it (Foreign Affairs Council on 13th December 2021) involved in serious human rights abuses, including torture and extrajudicial, summary or arbitrary executions and killings, or in destabilizing activities in some of the countries they operate in.

We will not give up our efforts to address the needs of the Malian population. In line with the objectives of the international Coalition for the Sahel, we reaffirm our commitment to continuing efforts to protect civilians, to support the fight against terrorism in the Sahel and help build long-term stability by supporting sustainable development, respect for human rights and the deployment of public services. We will continue to closely follow and assess the situation.

We urge the Malian transitional authorities to undertake reforms and to restore constitutional order, through the timely preparation and organization of elections, as they have committed to before the Malian people, ECOWAS and the international community. We fully support recent decisions by ECOWAS in that regard.

Belgium, Canada, Czech Republic, Denmark, Estonia, France, Germany, Italy, Lithuania, Netherlands, Norway, Portugal, Romania, Sweden, United Kingdom

SERVICE DE PRESSE

Sous-direction de la presse

37, quai d'Orsay 75007 PARIS

Tél : +33(0) 1 43 17 57 57

www.diplomatie.gouv.fr



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
de la communication
et de la presse

Si vous souhaitez vous désinscrire de cette liste de diffusion, merci de nous le faire savoir par mail à :
presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

